

accent multilatéral

Lettre d'information éditée conjointement par la Direction du développement et de la coopération DDC et le Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

Numéro 20/Juin 2016

Editorial

Genève est aujourd'hui l'un des centres névralgiques de la coopération internationale. Cette ville abrite, outre le deuxième siège le plus important de l'ONU, plus de 30 organisations internationales, des représentations diplomatiques de presque tous les pays et au moins 250 organisations non gouvernementales. Près de la moitié des habitants de Genève possèdent une nationalité autre que la nationalité suisse. Ou, pour reprendre la formule utilisée dans cette édition: «Ici, on ne parle pas des autres, les autres sont ici».

Genève est pour la Suisse une porte ouverte sur le monde: la présence d'une multiplicité d'organisations et d'acteurs internationaux issus des secteurs et des domaines professionnels les plus divers offre à la Suisse un potentiel d'action internationale presque inépuisable. Elle exploite d'ailleurs ce potentiel – en faveur notamment d'une influence multilatérale, de pourparlers de paix, de relations économiques ou de l'innovation scientifique.

De portée universelle, l'Agenda 2030 pour le développement durable, qui couvre un large éventail de domaines, trouve à Genève un terrain très propice à sa mise en œuvre, grâce à la réunion, en un même lieu, de tous les acteurs, compétences spécifiques et plateformes nécessaires. Mais comment les mobiliser pour faire de Genève un pôle international pour la mise en œuvre des objectifs du développement durable? La présente édition de l'Accent multilatéral livre quelques idées sur la question. Bonne lecture!

Michael Gerber
Ambassadeur, Représentant spécial
pour le développement durable global

Genève, carrefour multilatéral



Par le nombre d'Etats et d'organisations représentés aux Nations Unies, Genève est au cœur de l'action multilatérale. Photo ONU/Jean-Marco Ferré

La Suisse accueille le deuxième siège des Nations Unies, où elle joue un rôle très actif. Par le nombre et la diversité des acteurs présents, Genève constitue un laboratoire multilatéral unique pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 de développement durable.

Créer des synergies: s'il fallait trouver une devise pour parler de la Genève internationale, celle-ci pourrait convenir. L'ONU et la multitude de protagonistes qui gravitent autour d'elle constituent un écosystème exceptionnel pour relever les défis posés par les Objectifs du développement durable (ODD). Ces derniers, sur lesquels tous les Etats se sont mis d'accord en septembre 2015, requièrent cette interdépendance. Ils s'adressent à tous les pays, touchent tous les secteurs et concernent tous les partenaires. La mise en œuvre des ODD demande des approches à la mesure de cette ambition, capables de rassembler des forces au service de buts communs.

Un centre opérationnel

Centre de la diplomatie multilatérale le plus actif sur la planète, Genève constitue aussi

le cœur opérationnel des Nations Unies. Les chiffres sont parlants: sur la quarantaine d'institutions intergouvernementales et autres organismes internationaux établis en Suisse, 33 se trouvent à Genève. Quelque 250 organisations non gouvernementales, 174 Etats, 255 missions, représentations et délégations permanentes, ainsi qu'un milieu académique très actif dans des domaines de recherche liés à la coopération au développement évoluent dans la Genève internationale. Des centres de recherche à proximité (comme les écoles polytechniques) et une place financière de premier ordre complètent le tableau. Le tout dans un mouchoir de poche ou presque, qui accueille 2'400 réunions annuelles avec 200'000 délégués venant du monde entier. Cette activité est soutenue par la volonté de «renforcer durablement l'attrait et la compétitivité de la Genève internationale et de la Suisse comme

Etat hôte», selon le message du Conseil fédéral du 19 novembre 2014.

Les acteurs des principales thématiques phares des ODD sont représentés à Genève: la santé, l'humanitaire, l'eau, la paix et la sécurité, sans oublier les droits de l'homme, qui se situent à l'intersection de tous ces domaines. Les organisations ou agences des Nations Unies collaborent déjà étroitement sur certains thèmes. UNUSIDA a par exemple été créé pour unir les efforts d'une dizaine d'organisations onusiennes sur le VIH/SIDA. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) de son côté gère le Geneva Environment Network. De nombreuses thématiques sont transversales, une réalité prise en compte par l'Agenda 2030.

Convergence

Pour la première fois, les ODD placent l'interdépendance entre tous les protagonistes du développement au cœur de l'action, qu'il s'agisse des Etats, de la société civile, du secteur privé, des banques de développement et bien sûr de l'ONU. La grande question pour cette dernière et pour ses 193 pays membres est aujourd'hui de savoir comment les mettre en œuvre concrètement. Autrement dit, quelles stratégies faut-il développer pour que ces acteurs réfléchissent et surtout agissent de concert ?

La crise économique pourrait offrir une occasion rêvée de stimuler cette réflexion. En effet, nécessité fait loi. On peut imaginer par exemple que des agences onusiennes ou intergouvernementales engagent des campagnes de levée de fonds en commun plutôt qu'en ordre dispersé. Cela les inciterait à se concerter sur la répartition de ces fonds et sur les priorités respectives et communes. C'est une musique d'avenir, mais certains acteurs onusiens voient même plus loin. Pourquoi ne pas envisager la création d'un «pôle santé» par exemple, qui rassemblerait tous les acteurs du domaine en s'appuyant sur trois piliers: les aspects normatifs, financiers et le plaidoyer, tout en respectant le domaine d'expertise de chaque acteur. UNUSIDA l'a suggéré un temps, comme ballon d'essai. «La Suisse fait partie des pays qui ont initié une réflexion en direction de ce type de convergence», explique Nadia Isler, conseillère à la mission



La salle des Assemblées, ONU Genève. «Ici on ne parle pas des autres, les autres sont ici». Photo ONU/Jean-Marc Ferré

suisse auprès des Nations Unies à Genève. «C'est une idée difficile à «vendre», mais un certain nombre de partenaires montre de l'intérêt et les discussions continuent. Ce genre d'échanges, dans un cadre informel, est possible à Genève».

Fin 2015, autre exemple, le Graduate Institute a invité une soixantaine de participants venus de 25 pays à rencontrer des organisations internationales et des ONG à Genève. Quelque 200 personnes ont ainsi échangé leurs vues sur le rôle des institutions académiques et des think tanks dans la mise en œuvre des ODD et la bonne gouvernance en matière de santé. «Des participants m'ont demandé «pourquoi Genève?», note Ilona Kickbusch, directrice du Programme santé globale au Graduate Institute. J'ai répondu que Genève n'est pas seulement une ville en Suisse, mais un centre international. Ici on ne parle pas des autres, les autres sont ici».

Sortir des chapelles

L'Agenda 2030 veut éviter les traitements «en silo», où une agence onusienne prendrait la direction des opérations sur un objectif donné. Il prône au contraire les approches multisectorielles. A ce défi, l'Agenda 2030 ajoute celui de sortir des agences onusiennes pour interagir avec les autres protagonistes du développement. «La Stratégie pour la santé des femmes, des enfants et des adolescents, lancée en 2015, est un bon exemple de la voie à suivre», estime Alfonso Barragues, vice-directeur du Fonds des Nations Unies pour la population

(FNUAP). Cette stratégie implique plus d'une centaine d'entités onusiennes, philanthropiques, de la société civile et du secteur privé, venant de 40 pays. «Cette initiative provient du Secrétaire général de l'ONU et non d'une seule agence, et elle élargit la réflexion à différents domaines sociaux ou environnementaux». Le but visé est de renforcer concrètement l'impact des activités au niveau des pays.

Selon Nadia Isler, l'une des forces de la Genève internationale est d'offrir un cadre favorable aux échanges. Les dynamiques qui s'y créent sont beaucoup plus propices au dialogue politique qu'à New York, où l'ombre du Conseil de sécurité a tendance à polariser les relations. De plus, Genève est «plus proche de la mise en œuvre» et les organisations non gouvernementales y sont bien intégrées. Selon Alfonso Barragues, des acteurs comme l'Organisation mondiale de la santé ou le Conseil des droits de l'homme, qui fixent des normes globales dont l'application exige un dialogue national, fournissent des modèles utiles pour la mise en œuvre des ODD sur le terrain.

Financement durable

Profitant de cet «écosystème unique au monde», selon son site web, le «Sustainable Finance Geneva» (SFG) a vu le jour pour faire le lien entre la Genève financière et la Genève internationale. Cette plateforme d'échange réunit environ 400 membres et quelques milliers de «followers» autour de l'investissement socialement responsable.

«Dans les années 2000, cette thématique a pris de l'importance, explique Angela de Wolff, co-fondatrice de SFG. Traditionnellement, l'ONU et la place financière étaient deux mondes séparés, ils se côtoyaient mais n'interagissaient pas. Peu à peu des liens se tissent. L'investissement devient un élément dans la cohérence pour le développement, notamment en lien avec les ODD. Genève se profile comme un centre du financement durable».

La Suisse, comme Etat hôte et Etat membre a tout intérêt à favoriser cet environnement afin de rester un pôle majeur du développement durable. Selon Nadia Isler, cet espace de dialogue permet d'aborder les choses sous des angles nouveaux, orientés vers l'action, de les laisser mûrir avant que les Etats s'en saisissent. Ces conditions sont primordiales pour penser à la mise en œuvre des ODD, pour laquelle il n'existe jusqu'ici aucune feuille de route.



Le domaine de la santé est particulièrement fort dans la Genève internationale, avec un impact direct sur le terrain. Ici, une campagne de vaccination en Ethiopie. Photo DFID

Trois questions à Michael Møller



Photo ONU/Pierre Albouy

Michael Møller est directeur général de l'ONU à Genève.

1) De nouvelles initiatives ont-elles été lancées aux Nations Unies à Genève en vue de la mise en œuvre des Objectifs du développement durable (ODD) ?

L'idée que le « business as usual » est terminé se répand, nous devons trouver une manière de travailler différente dans les organisations et entre les organisations. Cela va prendre un certain temps. Par exemple, notre collaboration va se renforcer avec l'Union interparlementaire, basée à Genève, ainsi que dans les pays où l'ONU a une activité. Les parlements vont avoir un rôle accru à jouer dans le cadre des ODD. Ils sont le lien naturel entre les populations de leur pays et les questions globales de l'Agenda 2030.

2) Que peuvent faire les Nations Unies à Genève pour stimuler les synergies en direction des autres parties prenantes ?

Il faut faire en sorte que tout le monde ait le même son de cloche. David Nabarro, l'envoyé spécial de Ban Ki-moon pour l'Agenda 2030, va aussi avoir un bureau ici. Un de ses mandats majeurs est de travailler à la synergie et à la coordination intérieure et extérieure, notamment avec les ONG. Nous avons dressé un tableau qui montre la relation entre 75 différentes organisations basées à Genève et les objectifs où elles ont un rôle à jouer. Ce tableau est partout. Le prochain comptera 250 organisations. C'est étonnant de voir à quelle rapidité les ODD ont été intégrés aux activités de chacun.

3) On entend souvent dire qu'il règne à Genève un « esprit » facilitant les échanges et les négociations. Votre avis ?

Je suis d'accord à 1000%. Par son histoire, sa réputation, son excellence, c'est l'endroit où se discute la paix. Un tapis s'est tissé depuis 150 ans, les organisations se renforcent mutuellement, comme dans la santé. Elles sont ici parce que tous les autres sont ici. Genève est la place de la planète qui a le plus d'organisations onusiennes et non onusiennes avec un mandat et les moyens d'agir dans le cadre de l'Agenda 2030. De plus, la Suisse est un pays hôte qui se penche sérieusement sur les conditions et une infrastructure sur mesure qui permettent cet esprit de dialogue.

L'eau en réseau

La DDC travaille depuis plusieurs années sur la question de l'eau comme source de conflits, mais aussi facteur de paix. Lorsqu'elle a décidé de renforcer son action au niveau international, un lieu s'est imposé: la Genève internationale.

Pour François Münger, l'élégant bâtiment de l'Organisation mondiale de la météorologie (OMM), à Genève, était l'endroit idéal pour lancer le «Pôle Eau Genève» dont il est le directeur. L'idée de créer ce centre de compétence sur l'eau et la paix est née du Programme global dédié à l'eau de la DDC, ce pôle étant un élément important des lignes d'action du DFAE sur l'eau et la sécurité. «Ce bâtiment abrite deux acteurs majeurs sur les questions de l'eau: l'Organisation mondiale de la météorologie (OMM) et UN Water, souligne-t-il. De plus nous trouvons à Genève un réseau de compétences unique dans les domaines qui nous intéressent, que ce soit à l'intérieur des Nations Unies ou à l'extérieur.»

Le Pôle Eau Genève (Geneva Water Hub) a pour but de mieux comprendre et prévenir les conflits liés à l'eau. Le partage de cette ressource vitale est au cœur de nombreuses tensions transfrontalières. La compétition entre différents secteurs, comme les mines et l'agriculture, est aussi à l'origine de crises potentielles. L'eau figure depuis plusieurs années parmi les trois risques majeurs de conflits dans le monde, selon le World Economic Forum. Le «Pôle Eau» cherche à développer une diplomatie et une politique de l'eau qui soient des vecteurs de paix. Il s'appuie sur trois piliers: une cellule de

réflexion qui regroupe les compétences les plus pertinentes; la recherche et l'éducation; et un réseau de partenaires, parmi lesquels les Etats, des organisations internationales, des agences onusiennes, des milieux académiques et dans un avenir proche le secteur privé.

Inutile de souligner, dans cette perspective, l'importance d'avoir une partie de ces ressources littéralement sous la main. «L'OMM est un partenaire clé en matière de données sur le cycle de l'eau et ces données sont capitales, notamment pour les pays fragiles, explique François Münger. Etre installé dans son bâtiment est une bonne carte de visite, mais cela nous permet surtout d'avoir accès à des spécialistes mondiaux.» Le même bâtiment abrite aussi UN Water, le seul mécanisme des Nations Unies qui coordonne les activités liées à l'eau d'une trentaine d'organisations de tous horizons. En comptant avec la Maison de la Paix voisine, plusieurs organisations et fondations de pointe sur les questions des conflits ainsi que des droits humains se côtoient.

Pour François Münger, la Genève internationale offre un champ d'échange exceptionnel sur un espace restreint. L'université de

Genève par exemple est un acteur important pour le Pôle, avec sa faculté des sciences de l'environnement et celle de droit international de l'eau. Ces deux domaines se combinent pour envisager ce que devrait être une bonne gouvernance de l'eau. L'université peut aussi appuyer les propres travaux du Pôle.

Dans le même sens, l'IHEID et son engagement dans les relations internationales est une source de coopérations. Le fait que les missions auprès de l'ONU de 174 pays se trouvent à proximité facilite en outre les contacts internationaux. La Suisse a lancé un «Comité de haut niveau pour l'eau et la paix», auquel participent actuellement quatorze autres pays répartis sur la planète. Le Pôle Eau en assure le secrétariat. Il est aussi en train de lancer un «groupe d'amis» sur l'eau et la paix par le truchement de ces missions, afin de stimuler une réflexion et des compétences dans le domaine.

L'action du Pôle s'inscrit dans la droite ligne du programme «Blue Peace» développé depuis cinq ans par la DDC avec notamment un groupe de réflexion indien, le Strategic Foresight Group, basé à Mumbai. Le but est le même: transformer l'eau comme source de conflit potentiel en instrument pour la paix. «La question de la gouvernance de l'eau est encore relativement négligée. Si on ne la traite pas, les disputes qui lui sont liées risquent de miner les efforts pour atteindre l'objectif du développement durable sur l'eau, avertit François Münger. Il n'existe aucune structure dans l'architecture onusienne pour désamorcer les conflits ou supporter leur résolution en la matière. C'est un sujet extrêmement sensible. La Genève internationale offre un cadre favorable pour l'aborder.»



IMPRESSUM

Editeur : Direction du développement et de la coopération DDC
Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

Collaboration rédactionnelle : Michel Bühler

Maquette et mise en page:
Communication visuelle DFAE

Nicole Ruder, Cheffe de Division,
Institutions globales, DDC,
nicole.ruder@eda.admin.ch

Daniel Birchmeier, Chef de section,
Coopération Multilatérale, SECO
daniel.birchmeier@seco.admin.ch